



Le Viêt Nam face à la stratégie de défense chinoise en mer de Chine méridionale



Centre
d'Études
Supérieures
de la Marine

Alice GRANDSERRE

Chargée d'études au CESM



cesm.etudes@marine.defense.gouv.fr

ÉTUDE STRATÉGIQUE

Le Viêt Nam face à la stratégie de défense chinoise en mer de Chine méridionale

Alice Grandserre

chargée d'études au CESM

Juillet 2012

Table des matières

Liste des sigles et abréviations.....	2
Avant-propos	3
Introduction	4
<u>PARTIE 1 - La stratégie de défense chinoise en mer de Chine méridionale : une menace pour le Viêt Nam</u>	6
I) La modernisation fulgurante de la Flotte du Sud : objet d'inquiétudes pour Hanoï	6
1. Une présence militaire chinoise susceptible de menacer la souveraineté contestée du Viêt Nam sur les îles de la « mer de l'Est ».....	6
2. Accroissement de l'influence de la marine chinoise : l'indépendance vietnamienne menacée ?.....	8
II) Une politique ambiguë en mer de Chine méridionale : entre apaisement et exacerbation des tensions	9
1. Un discours gouvernemental prônant le règlement pacifique des différends	10
2. Le durcissement de l'attitude chinoise parallèlement au développement militaire	11
<u>PARTIE 2 - La réaction de Hanoï face à la montée en puissance de la Chine dans la région</u> 14	
I) La politique de réarmement de la marine vietnamienne	14
1. La nécessité de renforcer les capacités de combat d'une armée vieillissante	14
2. La Russie : un fournisseur indispensable	15
3. La mise en place d'une puissance militaire vietnamienne « défensive »	17
II) La recherche de partenaires stratégiques pour contrer l'expansionnisme chinois	18
1. Le renforcement du partenariat stratégique russo-vietnamien	19
2. Un rapprochement opportun avec les États-Unis	20
3. Une coopération accrue avec l'Inde	23
4. L'établissement d'un Front uni face à « la menace chinoise » ?.....	25
Conclusion	28
Annexes	30
Bibliographie	35

Liste des sigles et abréviations :

ADMM+ : Conférence des ministres de la Défense de l'ASEAN élargie (ASEAN + 8), (*ASEAN Defense Ministers Meetings Plus*)

APL : Armée populaire de libération

ASEAN : Association des nations d'Asie du Sud-Est (*Association of Southeast Asian Nations*)

AVI : Agence Vietnamienne d'Information

CMS : Agence de surveillance maritime (*China Maritime Surveillance*)

CoC : Code de conduite en mer de Chine du Sud (*Code of Conduct on South China Sea*)

DoC : Déclaration de conduite des parties en mer de Chine du Sud (*Declaration on the Conduct of Parties in the South China Sea*)

FLEC : Commandement de la surveillance et de la protection des pêches (*Fisheries Law Enforcement Command*)

RPC : République populaire de Chine

RVIC : Comité intergouvernemental Vietnam-Russie sur la coopération technique militaire (*Russia-Vietnam Intergovernmental Committee on Technical Military Co-operation*)

SNA : sous-marin nucléaire d'attaque

SNLE : sous-marin nucléaire lanceur d'engins

ZEE : zone économique exclusive

ZOPFFC : zone de paix, de liberté, d'amitié et de coopération (*Zone of Peace, Freedom, Friendship and Cooperation*)

Avant-propos

Afin de faciliter la lecture de cette étude, les termes chinois utilisés seront retranscrits en *hanyu pinyin* (汉语拼音), le système de romanisation utilisé en République populaire de Chine depuis 1979, le plus répandu dans les écrits relatifs au monde chinois. La transcription des termes vietnamiens sera par ailleurs effectuée grâce à l'utilisation du système *Quốc ngữ*, élaboré en 1623 par le missionnaire français d'origine portugaise Alexandre de Rhodes.

Cependant, les toponymes ayant un équivalent fréquemment utilisé dans la langue française ne seront pas soumis au système de transcription phonétique en écriture latine. Les termes « Pékin » et « Hanoï » seront par exemple préférés à « Beijing » et « Hà Nội » pour évoquer les capitales chinoise et vietnamienne. Les îles de mer de Chine méridionale seront quant à elles désignées par leur appellation française (les Spratleys pour les îles appelées « Nansha » en chinois et « Trường Sa » en vietnamien ; les Paracels pour les îles nommées « Xisha » en chinois et « Hoàng Sa » en vietnamien, etc.).

Par ailleurs, l'expression « République Populaire de Chine » (RPC) sera utilisée pour faire référence à la Chine continentale. De la même façon, le Viêt Nam contemporain sera parfois désigné sous le terme « République socialiste du Viêt Nam ».

Enfin, l'espace maritime s'étendant sur une surface de 3,5 millions de km² au sud de la Chine, entre le détroit de Singapour et le détroit de Taiwan, sera désigné sous le nom officiel de « mer de Chine méridionale » ou « mer de Chine du Sud ». Rappelons cependant que cette zone maritime contestée est appelée « mer de l'Est » par Hanoï. Cette expression sera donc utilisée de façon ponctuelle, afin de mettre en valeur le point de vue vietnamien concernant les questions de souveraineté dans la zone.

Introduction

Le 26 mai 2011, trois bâtiments de surveillance chinois sectionnaient les câbles déployés par un navire scientifique vietnamien chargé d'effectuer des études sismiques en mer de Chine méridionale, au large de l'archipel des Paracels. Cet incident naval – intervenu à 100 kilomètres au large des côtes vietnamiennes – mena à une sérieuse crise entre Pékin et Hanoï, finalement apaisée après un mois d'échanges diplomatiques sur fond de vives tensions¹. Espace maritime fortement controversé², la mer de Chine méridionale est devenue le théâtre de nombreux accrochages de ce type, notamment depuis 2008. Si l'exploitation des ressources halieutiques et pétrolières situées à proximité des territoires insulaires constitue un enjeu majeur pour la Chine et plusieurs États voisins, les conflits territoriaux observés sont principalement liés à des questions de souveraineté, ce qui explique en partie la ferme opposition de certains belligérants à un éventuel partage des territoires insulaires.

Les querelles liées à la possession des îles et récifs en mer de Chine du Sud semblent s'intensifier au fur et à mesure de la montée en puissance des forces navales militaires et paramilitaires chinoises dans la région. Forte de son statut de grande puissance internationale, la Chine revendique ouvertement le droit d'accompagner son développement économique d'un renforcement de ses capacités militaires³. L'effort de modernisation concerne tout particulièrement la marine chinoise et sa Flotte du Sud qui couvre la mer de Chine méridionale, du détroit de Taiwan à la frontière du Viêt Nam.

¹ Les conséquences de la crise de mai - juin 2011 ont été nombreuses : tenue d'exercices militaires à tirs réels en mer de Chine du Sud ; manifestations antichinoises au Viêt Nam dès le 5 juin ; piratages informatiques ciblant des sites internet rattachés à l'administration publique vietnamienne ; exacerbation des tensions liées à la possession des territoires insulaires en mer de Chine méridionale ; utilisation du conflit par les Philippines dans le but de réaffirmer la souveraineté de Manille sur les Spratleys, et intervention de la marine américaine dans la zone afin d'exposer le soutien de Washington à Manille.

Pour une chronologie détaillée de cette crise, voir DE TREGLODE (Benoît), « La mer de Chine du Sud, le Viêt Nam et la Chine », in *Étude Observatoire Asie du Sud-Est 2010-2011*, septembre 2011, p.11.

² Composée d'une multitude d'îles et d'archipels répartis sur une surface de 3,5 millions de km², la mer de Chine méridionale fait l'objet de nombreuses revendications territoriales. Cinq grandes formations insulaires sont au cœur de conflits récurrents : les îles et récifs des Pratas, occupées par Taïwan et revendiqués par la Chine ; l'archipel des Paracels, contrôlé par la Chine et revendiqué par le Viêt Nam ; le banc de Macclesfield revendiqué dans sa totalité par la Chine et partiellement convoité par les Philippines ; le récif Scarborough, occupé par les Philippines et revendiqué par la Chine ; et enfin, l'archipel des Spratleys faisant l'objet de revendications multilatérales et complexes qui opposent six acteurs asiatiques différents.

Voir annexe n° 1

³ Livre blanc sur la Défense nationale de la Chine en 2010, Pékin, mars 2011, chapitre VIII. Disponible sur le site du ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine : http://www.gov.cn/jrzg/2011-03/31/content_1835289.htm [Dernière consultation : juin 2012].

L'accumulation de matériel sophistiqué à des emplacements tactiques constitue un des grands axes de la stratégie de défense chinoise dans la zone. La RPC espère ainsi accroître les moyens d'action de sa marine de guerre et affirmer sa puissance en Asie du Sud-Est. Afin de défendre ses « intérêts fondamentaux » (核心利益 *hexin liyi*) et faire respecter l'autorité de l'État chinois dans ce qu'elle considère être son espace maritime, cette dernière a par ailleurs recours à un nombre croissant d'unités paramilitaires, principalement destinées à des missions de surveillance et de contrôle maritimes.

Cette double dynamique constitue un facteur d'inquiétude pour les États voisins, en particulier le Viêt Nam qui se trouve être le principal concurrent de Pékin dans la région. Bien que les deux États s'efforcent d'entretenir des relations bilatérales basées sur le dialogue et la coopération, la rapide modernisation des forces navales de l'Armée populaire de libération (APL) laisse en effet planer l'existence d'une « menace chinoise » en mer de Chine du Sud.

Dans quelle mesure la stratégie de défense navale chinoise constitue-t-elle un danger pour le Viêt Nam ? En cas de confrontation sino-vietnamienne, ce dernier disposerait-il des moyens nécessaires pour défendre ses intérêts nationaux ? Quelle est l'actuelle réaction de Hanoï face à la montée en puissance de la marine de guerre et des agences paramilitaires chinoises en mer de Chine méridionale ? À quelles évolutions peut-on s'attendre ? Répondre à ces questions nécessite de s'interroger sur les enjeux et les conséquences de l'affirmation de la politique de défense régionale chinoise, ainsi que sur l'évolution de la politique de défense et de sécurité vietnamienne face à la montée en puissance de la Chine au sein de l'espace maritime désigné sous le terme « mer de l'Est » (Biển Đông) par Hanoï.

PARTIE 1 : La stratégie de défense chinoise en mer de Chine méridionale : une menace pour le Viêt Nam

Le renforcement des capacités militaires de la Chine tend à creuser l'écart de puissance entre la marine chinoise et celles des États d'Asie du Sud-Est. Si le gouvernement chinois rappelle régulièrement la nature « pacifique » de sa politique de développement⁴, le rapide essor de la Flotte du Sud attise la méfiance des dirigeants vietnamiens, qui redoutent de se trouver confrontés à un phénomène de déstabilisation régionale. Par ailleurs, le caractère ambigu de la stratégie de défense chinoise en mer de Chine du Sud semble contribuer à l'accroissement des tensions entre le Viêt Nam et son voisin du Nord.

I) La modernisation fulgurante de la Flotte du Sud : objet d'inquiétudes pour Hanoi

En avril 2008, le groupe Jane's révélait l'existence de la base navale chinoise de Sanya, située à l'extrême sud de l'île de Hainan⁵. Construit dans le plus grand secret au début des années 2000, ce complexe militaire est devenu le symbole de la rapide modernisation de la Flotte du Sud. Le site est en effet destiné à accueillir des sous-marins nucléaires de dernière génération, ainsi que l'essentiel des navires de haute mer de la marine chinoise⁶. Le regroupement progressif de matériel militaire moderne à quelques centaines de kilomètres des côtes vietnamiennes⁷ procure à Pékin des moyens accrus pour appuyer ses revendications en mer de Chine méridionale. Dans un contexte de forte concurrence régionale, le renforcement de la présence militaire chinoise constitue incontestablement une contrainte pour le Viêt Nam, qui entend défendre sa souveraineté contestée sur les archipels des Paracels et des Spratleys, tout en préservant son indépendance.

1. Une présence militaire chinoise susceptible de menacer la souveraineté contestée du Viêt Nam sur les îles et récifs de la « mer de l'Est »

⁴ Le terme « développement pacifique » (和平发展 *hepingfazhan*) est utilisé à plusieurs reprises dans le Livre blanc sur la Défense de la Chine de 2010, ainsi que dans de nombreux discours officiels. Document disponible sur le site du ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine : http://www.gov.cn/jrzq/2011-03/31/content_1835289.htm [Dernière consultation : juin 2012].

⁵ JANE'S GROUP, « Secret Sanya - China's new nuclear naval base revealed », 15 avril 2008.

Disponible sur le site de Jane's Information Group : <http://www.janes.com/products/janes/defence-security-report.aspx?id=1065927913> [Dernière consultation : avril 2012].

⁶ DUMONTET (Alain), Amiral (2S), « La Marine chinoise », in *Outre-Terre*, 2010/2, n° 25-26, p. 185.

⁷ La base de Sanya (également appelée Yulin) se situe à moins de 300 km de la base vietnamienne de Da Nang, et à près de 700 km de celle de Cam Ranh.

La rivalité sino-vietnamienne autour de la possession des Paracels et des Spratleys remonte au milieu du XX^{ème} siècle. Elle s'inscrit dans le cadre d'une histoire commune ancienne et complexe, marquée par la courte guerre qui opposa les deux États entre février et mars 1979.

Après s'être emparée de la partie nord des Paracels dès 1958, la Chine profite du désordre engendré par la guerre du Viêt Nam (1964 - 1975) pour prendre le contrôle de la totalité de l'archipel par la force, en 1974. Les troupes sud-vietnamiennes, stationnées dans la partie ouest de l'archipel depuis l'année précédente, sont ainsi chassées à l'issue d'une bataille navale opposant la République populaire de Chine au Sud-Viêt Nam, le 19 janvier 1974. Au sortir de la guerre, la République socialiste du Viêt Nam nouvellement créée parvient cependant à annexer plusieurs îles de l'archipel des Spratleys, affichant ainsi son refus de renoncer à la possession de territoires insulaires dans la mer qui borde ses côtes. Cette initiative inscrite dans un contexte de « course à l'occupation des Spratleys »⁸ entraîne une vive réaction du côté chinois. Après avoir réaffirmé à plusieurs reprises la souveraineté de la RPC sur les îles des Spratleys au cours des années 1970, le gouvernement chinois procède à une opération amphibie éclair à l'est de l'archipel, en mars 1988. L'affrontement qui en découle provoque la mort d'une soixantaine de soldats vietnamiens. Cet épisode douloureux, marqué par la perte de onze îles au profit de la Chine, participe à l'exacerbation des tensions entre les deux États voisins, qui ne procéderont à une normalisation de leurs relations qu'au début des années 1990. L'archipel des Spratleys est aujourd'hui *de facto* partagé entre cinq États d'Asie du Sud-Est⁹. Le contrôle de l'ensemble des îles et récifs qui le constituent demeure une priorité pour Hanoï et Pékin, tout comme la possession des Paracels.

L'accroissement du nombre de sous-marins chinois naviguant en mer de Chine méridionale¹⁰ procure à la RPC des moyens de pression efficaces à l'encontre de ses

⁸ Expression utilisée par Sébastien Colin, géographe et maître de conférences à l'INALCO (Institut National des Langues et Civilisations Orientales). Voir COLIN (Sébastien), *La Chine et ses frontières*, Paris, Armand Colin, 2011, p.103. Taïwan procède à l'envoi de troupes dans l'archipel des Spratleys dès 1956. Les Philippines, qui déploient également des unités militaires dans une partie de l'archipel à partir de 1968, sont imitées par le Sud Viêt Nam en 1973. Enfin, les années 1980 marqueront l'entrée de la Malaisie et de la RPC dans la course à l'occupation.

⁹ Le Viêt Nam contrôle actuellement 21 des 48 îlots formant l'archipel des Spratleys, contre 8 pour la Chine, 7 pour les Philippines, 3 pour la Malaisie et un unique îlot pour Taïwan.

¹⁰ D'après les données de l'IISS (*International Institute for Strategic Studies*) la Flotte du Sud compte 1 SNLE, 2 SNA et 18 sous-marins conventionnels en 2012. La présence du sous-marin nucléaire lanceur d'engin de classe

concurrents régionaux. Considéré comme un multiplicateur de puissance, le sous-marin utilise en effet des systèmes d'armes fortement dissuasifs tels que des torpilles, des mines et des missiles antinavires. Si le caractère vieillissant de nombreux bâtiments chinois permet de relativiser le risque de « menace chinoise », l'active politique de construction navale menée par Pékin inquiète le Viêt Nam, qui possède seulement deux sous-marins de poche. L'utilisation conjointe de sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) et de bâtiments de surface modernes – tels que les destroyers de type *Luyang*, basés au sud de Hainan – renforce les capacités antinavires et antiaériennes de la Chine dans la région. En outre, l'existence de complexes militaires de petite taille dans les Spratleys et de bases navales et aéronavales plus imposantes sur les îles des Paracels constitue un atout dans le cadre de sa lutte d'influence face au Viêt Nam. Les installations en question participent en effet à l'accroissement des capacités logistiques de la marine chinoise, tout en étendant le rayon d'action de son aviation¹¹. Cette importante présence militaire tend à réduire la marge de manœuvre des Vietnamiens en mer de Chine du Sud. Hanoï craint ainsi d'être confronté à un encerclement chinois en cas d'occupation des deux archipels par Pékin¹².

2. Accroissement de l'influence de la marine chinoise : l'indépendance vietnamienne menacée ?

La modernisation fulgurante de la Flotte du Sud reflète les larges ambitions chinoises en mer de Chine méridionale. Outre les Paracels et les Spratleys, Pékin souhaite en effet contrôler la totalité de cet espace maritime, afin d'en faire une véritable mer intérieure. Étant donné le rapide accroissement de l'influence chinoise dans la zone, il est fort probable que cette stratégie de contrôle régional porte ses fruits dans les prochaines décennies¹³. Une telle perspective inquiète grandement le Viêt Nam, qui se verrait ainsi privé de son seul accès à la mer.

Jin (type 094) sur la base de Sanya a été confirmée en 2008 grâce à des images satellites. En outre, les experts chinois affirment que des sous-marins de classe Kilo fabriqués en Russie ont rejoint la base cette même année. Deux SNA de classe Shang seraient également stationnés au sud de Hainan. L'accroissement du nombre de sous-marins en mer de Chine du Sud s'explique en partie par le transfert de sous-marins du golfe de Bohai vers les bases de la Flotte du Sud.

¹¹ C'est notamment le cas de la base aéronavale située sur l'île de Woody, la plus grande des Paracels. Sa piste d'aviation, ses ports et sa station d'écoute en font un site stratégique.

¹² COURAYE (Hervé), « Le contentieux maritime dans les relations sino-vietnamiennes », in *Bulletin d'Études de la Marine*, « Asie : nouveau centre du monde ? », n° 44, p.52.

¹³ Le général David Schaeffer soutient cette hypothèse, en prenant soin toutefois de rappeler qu'une forte implication américaine pourrait changer la donne. Voir SCHAEFFER (Daniel), Général (2S), « La stratégie chinoise en mer de Chine du Sud », in TERTRAIS (Hugues) (Dir.), *La Chine et la mer. Sécurité et coopération régionale en Asie orientale et du Sud-Est*, Paris, Harmattan, 2011, p.201.

Si la RPC ne semble pas disposer, à l'heure actuelle, des moyens nécessaires pour prendre le contrôle de l'ensemble de la mer de Chine méridionale¹⁴, elle est tout de même capable de déployer des bâtiments dans des zones maritimes stratégiques. Lorsque les capacités de projection de la marine chinoise auront été significativement renforcées, et le rayon d'action de l'aviation militaire élargi, le pays sera certainement en mesure de contrôler d'importantes artères maritimes commerciales, exerçant ainsi des pressions sur les États possédant des intérêts économiques dans la région. Les échanges commerciaux du Viêt Nam se faisant principalement par voie maritime, Hanoï pourrait se retrouver en situation de dépendance vis-à-vis de Pékin. Or, le Viêt Nam attache une grande importance à préserver son autonomie si souvent compromise au cours de l'Histoire.

Les dix siècles de domination chinoise sur le pays ont donné naissance à un très fort sentiment nationaliste qui influence les décisions politiques et stratégiques des dirigeants¹⁵. La politique de défense vietnamienne s'est ainsi construite dans un contexte de lutte du faible contre le fort¹⁶.

Depuis sa création en juillet 1976, la République socialiste du Viêt Nam indépendante s'efforce de développer son économie et son influence régionale tout en préservant son « autonomie nationale ». Ce dernier objectif pourrait toutefois être remis en cause par la montée en puissance de la marine chinoise en « mer de l'Est ». Si l'idée d'une nouvelle invasion chinoise par la force paraît improbable, la RPC pourrait profiter de sa position privilégiée pour tenter d'obtenir des facilités d'escale dans des ports vietnamiens. Il ne s'agit cependant là que d'une hypothèse difficile à valider en raison du caractère équivoque de la politique chinoise en mer de Chine méridionale.

¹⁴La V^{ème} flotte chinoise n'est pas complètement opérationnelle en mer de Chine du Sud. La marine chinoise manque de bâtiments de ravitaillement et de navires de support dans la zone. On observe par ailleurs un retard notable dans le domaine aéronaval. Pékin possède en effet des avions de surveillance et de transport vieillissants, ainsi que des avions de combat dont l'autonomie est relativement limitée. L'utilisation des avions F-7 et les F-8 ne permet par exemple pas à l'armée chinoise d'effectuer une mission sur les Spratleys.

¹⁵Pour évaluer le « poids de l'histoire » dans les relations sino-vietnamiennes, voir JOYBAUX (François), « Les relations sino-vietnamiennes : perspectives politiques et économiques », in *Tiers-Monde*, 1970, tome 11 n° 42-43, « Le Vietnam entre la guerre et la paix », p.293-295.

¹⁶JOURNOUD (Pierre), « L'asymétrie de la relation sino-vietnamienne au cœur de la stratégie globale des Vietnamiens », in *Lettre d'information n° 7*, IRSEM, 2010. Disponible sur le site de l'IRSEM : <http://serveur.irsem.free.fr/newsletter/Lettre-Irsem-7-2010/article/27/>. [Dernière consultation : juin 2012].

II) Une politique ambiguë en mer de Chine méridionale : entre apaisement et exacerbation des tensions

Malgré les multiples déclarations des officiels chinois visant à réduire les tensions en mer de Chine du Sud, la Chine n'hésite pas à durcir sa politique de défense dans la région au fur et à mesure de la montée en puissance de sa marine. Si les autorités évitent de déployer des navires de guerre dans cette zone à haut risque, le recours croissant à des unités paramilitaires attise indéniablement les tensions régionales. En soufflant ainsi le chaud et le froid, la RPC tend à compromettre l'image de pays pacifiste et conciliant qu'elle souhaite donner.

1. Un discours gouvernemental prônant le règlement pacifique des différends

Depuis le début des années 2000, les États riverains de la mer de Chine méridionale affichent une volonté commune de trouver une solution pacifique aux litiges insulaires et autres conflits régionaux. Le dialogue qui s'est instauré entre la Chine et l'ASEAN a ainsi amené à la signature de la Déclaration de conduite des parties en mer de Chine du Sud, le 4 novembre 2002¹⁷. Les parties signataires se sont dès lors engagées à résoudre les différends qui les opposent par le biais du dialogue et de la coopération, tout en faisant preuve d'une plus grande transparence concernant leur modernisation militaire. Le respect de la liberté de navigation et de survol aérien dans les espaces de ZEE contestés a également été réaffirmé. Notons toutefois que si la démarche adoptée par les onze États signataires constitue une avancée significative dans les relations Chine - ASEAN, le caractère non contraignant de la Déclaration de 2002 limite fortement la portée des engagements pris par ces derniers. Le règlement des questions de souveraineté en mer de Chine du Sud demeure par conséquent un défi majeur.

S'il existe parfois un manque de cohérence entre les discours officiels des États riverains et leurs actes, plusieurs éléments indiquent pourtant une réelle volonté de réduire l'instabilité dans la région. Le 25 décembre 2000, la Chine et le Viêt Nam ont signé un accord

¹⁷Asean Secretary, « Declaration on the Conduct of the Parties in the South China Sea », Phnom Penh, 4 novembre 2002. Disponible sur le site de l'ASEAN : <http://www.aseansec.org/13163.htm>. [Dernière consultation : juin 2012].

sur la délimitation des frontières maritimes dans le golfe du Tonkin¹⁸, mettant ainsi fin à une longue période de négociations amorcée au début des années 1990. La ratification de ce traité en 2004 marque un tournant dans les relations sino-vietnamiennes et fait naître l'espoir d'un futur règlement pacifique des litiges frontaliers opposant les deux États en mer de Chine méridionale. L'organisation de patrouilles conjointes permanentes sino-vietnamiennes dans le golfe du Tonkin depuis 2006 renforce par ailleurs l'idée d'une coopération bilatérale accrue entre Pékin et Hanoï. Les risques d'incidents navals dans le golfe commun à la Chine et au Viêt Nam ne sont toutefois pas éradiqués¹⁹, et ce malgré l'existence de règles liées à l'exploitation halieutique dans la zone.

Les litiges observés en mer de Chine méridionale relèvent d'une situation beaucoup plus complexe que celle du golfe du Tonkin, non seulement en raison de l'importance des enjeux liés au contrôle de certains territoires et espaces maritimes, mais également en raison du nombre élevé de belligérants. Si la multiplication des accords de coopération en matière de protection et d'exploitation des hydrocarbures participe au rapprochement de la Chine et de certains de ses concurrents régionaux²⁰, l'impasse des négociations concernant les questions de souveraineté en mer de Chine méridionale laisse planer le risque d'affrontements armés dans la zone. Dans ce contexte, le récent durcissement de la politique de défense chinoise est perçu par le Viêt Nam – et les autres pays de l'ASEAN – comme une démarche agressive, en totale contradiction avec le discours officiel.

2. Un durcissement de l'attitude chinoise parallèlement au développement militaire

En 2007, la Chine a réaffirmé le rattachement des Paracels et des Spratleys à la province chinoise de Hainan en créant sur l'île une région administrative *ad hoc* chargée de

¹⁸ « Agreement between the People's Republic of China and the Socialist Republic of Viet Nam on the delimitation of the territorial seas, the exclusive economic zones and continental shelves in Beibu Bay/Bac Bo Gulf », 25 décembre 2000. Disponible sur le site de l'université de Singapour : <http://cil.nus.edu.sg/rp/il/pdf/2000%20Agreement%20between%20China%20and%20Vietnam%20on%20Delimitation%20of%20Territorial%20Seas-pdf.pdf> [Dernière consultation : juin 2012].

¹⁹ On assiste à des accrochages occasionnels entre des navires chinois et vietnamiens dans la zone commune de pêche établie dans le golfe du Tonkin. Voir YUAN (Jing-dong), octobre 2006, p.33. Disponible sur le site du SSI (*Strategic Studies Institute, United States Army War College*) : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/pub735.pdf> . [Dernière consultation : juin 2012].

²⁰ Malgré leurs divergences, la Chine, le Viêt Nam et les Philippines s'efforcent d'entretenir des relations diplomatiques normales, d'accroître leurs échanges commerciaux, et de protéger leurs intérêts économiques. Un accord d'exploration conjointe autour des Spratleys a ainsi été signé en 2005, donnant naissance à des opérations tripartites au nord de l'archipel contesté. Les campagnes communes de 2005 et 2007 ont été un succès. La troisième opération n'a cependant jamais vu le jour, en raison de conflits internes aux Philippines (l'opposition au gouvernement en place a dénoncé le « caractère anticonstitutionnel » de la décision).

gérer la totalité des deux archipels. Cette démarche annonçait un renforcement de la position chinoise concernant les revendications territoriales en mer de Chine méridionale.

Afin d'afficher leur détermination, les autorités chinoises n'hésitent pas à accompagner leur discours d'opérations de forage et d'actes symboliques dans la région²¹. Le développement de sa marine de guerre permet par ailleurs à la RPC de multiplier les exercices militaires aux alentours des territoires insulaires contestés²². Ces démonstrations de force constituent un affront aux yeux des Vietnamiens.

Pékin semble profiter de sa montée en puissance pour imposer peu à peu ses règles aux États riverains de la mer de Chine méridionale. Depuis quelques années, la RPC adopte une attitude plus offensive, en envoyant systématiquement des navires de patrouille lorsque ses voisins déploient des forces navales à proximité de territoires qu'elle considère être les siens. Malgré l'existence du principe de libre circulation en mer, la RPC use par ailleurs de son influence pour imposer aux pays voisins des dispositions restrictives en matière de droit de passage inoffensif dans ses eaux territoriales, qu'elles soient officiellement reconnues comme chinoises ou bien simplement rattachées aux territoires revendiqués²³.

L'augmentation du nombre d'incidents navals dans la région, notable depuis 2008, semble résulter du durcissement de l'attitude chinoise en mer de Chine du Sud. Soucieuse de contrôler l'escalade de la violence dans la région, la Chine évite d'y déployer des navires de guerre, sauf dans le cadre d'exercices militaires. Les autorités chinoises font donc appel à des agences de surveillance et de contrôle maritime pour faire respecter les lois dans leur ZEE, et pour régler les querelles de pêcheurs et autres accrochages. Parfois équipées d'armements légers, ces unités paramilitaires dépendent de l'administration chinoise²⁴. Les

²¹ Par exemple l'installation d'un drapeau chinois sur un récif contesté, ou encore sur des fonds marins.

²²NIDS, « NIDS China security report », National Institute for Defence Studies, Japon, février 2012, p.3. Disponible sur le site de NIDS : http://www.nids.go.jp/publication/chinareport/pdf/china_report_EN_web_2011_A01.pdf. [Dernière consultation : juin 2012].

²³SCHAEFFER (Daniel), Général (2S), « Mer de Chine méridionale : une sanctuarisation chinoise », in *Défense nationale*, tribune n° 14, été 2011, p.123-125.

²⁴On dénombre cinq grandes agences paramilitaires agissant en mer de Chine du Sud, surnommées les « cinq dragons » : l'Agence de surveillance maritime qui dépend du ministère des terres et des ressources ; le Commandement de la surveillance et de la protection des pêches, rattaché au ministère de l'Agriculture ; l'administration de sécurité maritime qui dépend du ministère des Transports ; les garde-côtes qui constituent une subdivision de la police armée et dépendent du ministère de la Sécurité publique ; et enfin les douanes, qui dépendent de l'administration générale des douanes de la RPC. Pour plus d'information sur les agences

navires de l'Agence de surveillance maritime (CMS) et du Commandement de la surveillance et de la protection des pêches (FLEC) ont notamment fait l'objet d'une importante modernisation au cours des dernières années, fournissant à la Chine des moyens accrus pour appliquer sa stratégie de défense régionale²⁵. Pékin dispose ainsi de plusieurs centaines de navires de surveillance ayant des déplacements égaux ou supérieurs à 1000 tonnes. Avec ses 3400 tonnes de déplacement, le patrouilleur de classe Haijian 83 est par exemple capable d'accueillir des hélicoptères et son autonomie est de 5000 nautiques. Le Yuzheng-310 et le Yuzheng 311 sont quant à eux considérés comme les navires de surveillance de pêche les plus avancés de Chine²⁶.

Le renforcement de l'action de l'État chinois en mer constitue une réelle contrainte pour le Viêt Nam qui dispose de moyens beaucoup plus modestes que son voisin pour couvrir l'espace maritime qu'il souhaite défendre. Si l'utilisation de navires de surveillance et de contrôle permet de diminuer le risque d'éclatement d'un conflit armé entre la Chine et le Viêt Nam, le nombre croissant d'attaques perpétrées par des navires paramilitaires chinois à l'encontre des concurrents régionaux participe à l'exacerbation des tensions en mer de Chine méridionale. Notons par ailleurs que le reclassement de certains bâtiments de guerre chinois vieillissants en navires de surveillance tend à accroître le caractère ambigu de la position chinoise en mer de Chine méridionale. À défaut de participer à l'instauration d'une certaine stabilité dans la zone, l'utilisation d'unités paramilitaires permet à la Chine de perturber les forces navales concurrentes tout en réaffirmant sa souveraineté sur la totalité de la mer de Chine méridionale²⁷. Face à cette situation préoccupante, le gouvernement vietnamien tente de prendre les mesures nécessaires pour renforcer sa position en Asie du Sud-Est et tenir tête au géant chinois.

paramilitaires chinoises, voir SHELDON-DUPLAIX (Alexandre), « La Chine et son espace maritime », in *Marines & Forces navales*, n° 136, 12/2011 - 01/2012, p.53-63.

²⁵ L'Agence de surveillance maritime chinoise dispose aujourd'hui d'environ 300 navires et d'une dizaine d'avions. Pékin annonce des programmes de développement prévoyant l'élargissement des forces de surveillance à 16 avions et 360 navires d'ici 2015. Voir BUSZYNSKI (Leszek), « The South China Sea : Oil, Maritime claims, and U.S.-China strategic rivalry », in *The Washington quarterly*, printemps 2012, p.144.

²⁶ Pour plus de détails sur les navires de la CMS et du FLEC, voir l'annexe n° 2.

²⁷ En ayant recours à des navires de surveillance indépendants de la marine de guerre chinoise, la RPC réaffirme la souveraineté chinoise en mer de Chine du Sud. Les unités paramilitaires utilisées sont en effet présentées comme l'équivalent de forces policières, ayant pour mission de faire respecter les lois chinoises dans des espaces maritimes sous contrôle de la RPC.

PARTIE 2 : La réaction de Hanoï face à la montée en puissance de la Chine dans la région

Le Viêt Nam semble procéder à une réorientation progressive de sa politique de sécurité, dans le but de contrer l'expansionnisme chinois en mer de Chine méridionale. Hanoï espère tout d'abord accroître sa crédibilité militaire en développant les capacités de ses forces armées. L'instauration d'une politique de rapprochement avec des pays tels que les États-Unis ou l'Inde pourrait par ailleurs augmenter la capacité du pays à se faire entendre dans le cadre des discussions portant sur les litiges insulaires.

La politique de réarmement de la marine vietnamienne

Depuis 2009, le Viêt Nam affiche une politique de modernisation militaire décomplexée, avec un focus sur le développement de ses capacités navales²⁸. Inscrite dans un contexte de développement économique significatif, cette démarche constitue une réponse évidente au durcissement de l'attitude chinoise en mer de Chine méridionale. Le renforcement des capacités de combat de l'armée vietnamienne s'appuie principalement sur des achats effectués auprès de la Russie, permettant l'affirmation d'une puissance militaire défensive.

1. La nécessité de renforcer les capacités de combat d'une armée vieillissante

La marine vietnamienne est principalement composée de navires côtiers, responsables de la protection des atterrages de la République socialiste du Viêt Nam. Une soixantaine de petits navires de guerre peut ainsi être mobilisée pour sécuriser les eaux territoriales et la ZEE du pays. Hanoï dispose par ailleurs de 235 avions de combat pour assurer sa défense aérienne²⁹. L'absence de bâtiments modernes et sophistiqués au sein de la marine vietnamienne témoigne cependant du peu de moyens dont dispose le Viêt Nam pour affirmer ses revendications dans la « mer de l'Est ». La plupart de ses patrouilleurs lance-missiles ont été acquis auprès de la Russie, au début des années 1980. Il en est de même pour les vedettes lance-torpilles, dont un grand nombre a finalement été désarmé. Le

²⁸ Dans son Livre blanc sur la Défense nationale du Viêt Nam datant de 2009, Hanoï revendique le droit de procéder à une modernisation progressive de son armée. Il est précisé que cette politique de développement vise à doter le Viêt Nam de la puissance militaire nécessaire à la protection de ses intérêts, ni plus ni moins. L'idée d'une course aux armements est donc rejetée. Voir Livre blanc sur la Défense nationale du Viêt Nam, Hanoï, décembre 2009, p.19.

²⁹ CHIPMAN (John), HUXLEY (Tim), *The Military Balance 2012. The annual assessment of global military capabilities and defence economics*, Londres, Routledge, 2012, p.292-293.

caractère vétuste des équipements militaires vietnamiens constitue un handicap non négligeable dans la lutte contre l'expansionnisme chinois en Asie du Sud-Est.

Les autorités vietnamiennes sont conscientes de la nécessité de renforcer les capacités de leurs forces navales et aériennes. Les efforts de modernisation militaire fournis depuis le début du XXI^{ème} siècle semblent être destinés à accroître les moyens de lutte antinavire et de lutte anti-sous-marine du pays. En matière de lutte ASM, Hanoï dispose pour l'instant de quelques bâtiments de surface et de trois hydravions³⁰, ce qui est relativement peu. La possession de deux sous-marins de poche de type *Yugo*, acquis auprès de la Corée du Nord en 1997, est par ailleurs négligeable dans le contexte de forte concurrence régionale régnant en mer de Chine méridionale³¹. Afin de remédier à ces faiblesses, Hanoï se tourne vers la Russie, son principal fournisseur d'armement depuis la fin de la guerre du Viêt Nam.

2. La Russie : un fournisseur indispensable

L'initiative de modernisation de la marine vietnamienne est visible dès novembre 2001, avec la commande de deux patrouilleurs multitâches de type *Svetlyak* auprès de la Russie. Bien que ces navires soient dépourvus d'équipements ASM, la conduite de tir optronique qui leur est associée constitue un atout pour obtenir des renseignements sur les forces adverses, et réaliser des tirs précis contre d'éventuels navires ennemis. La livraison de deux navires de ce type au Viêt Nam, en janvier 2003, marque une étape importante vers la modernisation des forces côtières vietnamiennes³². Un tel achat traduit par ailleurs l'importance accordée par le gouvernement vietnamien à la sécurisation des zones de forage et de prospection situées aux alentours des archipels Paracels et Spratleys. Après une nouvelle livraison en 2010, un second patrouilleur a été mis à l'eau par l'agence Almaz à St Pétersbourg le 22 avril 2011. Le Viêt Nam devrait poursuivre sa politique d'acquisition au cours des prochaines années³³.

L'objectif de renforcement des capacités de défense côtière du Viêt Nam se traduit également par l'achat de nombreuses corvettes lance-missiles de type *Tarantul* à la Russie,

³⁰PREZELIN (Bernard), *flottes de combat 2008*, Editions Maritimes et d'Outre-mer, Rennes, 2008, p.1270-1277.

³¹Les sous-marins de poche en question ne peuvent transporter qu'une à trois personnes. De plus, leur statut opérationnel est remis en question par un grand nombre d'experts.

³²PREZELIN (Bernard), *op.cit.*, p.1272.

³³ DE TREGLODE (Benoît), « La mer de Chine du Sud. Projets d'exploitation et de sécurisation en Chine et au Viêt Nam », in JAMES (Jérémy), DE TREGLODE (Benoît) (Dir.), *L'Asie du Sud-Est 2012, les événements majeurs de l'année*, Paris, Les Indes savantes, 2012, p.68.

depuis le début des années 2000. Equipées de missiles mer-mer, les *Tarantul* constituent un atout dans un contexte de lutte asymétrique. Les marines peu développées peuvent en effet choisir d'envoyer plusieurs corvettes pour faire face à un bâtiment ennemi plus imposant. Il faut toutefois que le nombre de corvettes envoyées soit suffisamment important pour que la démarche soit efficace. Après avoir reçu deux nouveaux navires de type *Tarantul I* en 2004, les autorités vietnamiennes ont investi dès l'année suivante dans l'achat de deux unités russes de nouvelle génération, plus sophistiquées. La dernière corvette de type *Tarantul V* a quant à elle été construite au Viêt Nam en 2010, à partir de plans russes. Il semblerait que la construction de dix autres navires lance-missiles supplémentaires soit prévue sur le sol vietnamien³⁴.

Bien que l'acquisition de nouveaux navires de patrouille et de surveillance contribue au renforcement de la flotte vietnamienne, les capacités d'action de ces derniers restent limitées. Afin de d'affirmer sa souveraineté maritime et d'accroître sa crédibilité face à la Chine, le Viêt Nam a donc commandé deux frégates de type *Gepard* à la Russie, en décembre 2006. Ces bâtiments modernes de 1585 tonnes sont équipés de missiles antinavires subsoniques SS-N-25, de torpilles et de mines. Ils possèdent par ailleurs une plate-forme pouvant accueillir un hélicoptère³⁵. L'arrivée des frégates en question dans la base navale de Cam Ranh, en mars puis en août 2011, a ainsi permis à Hanoï d'augmenter les capacités opérationnelles de sa marine de guerre. Les efforts de développement militaire devraient d'ailleurs se poursuivre avec la construction de deux nouvelles frégates, probablement au Viêt Nam. Si ces bâtiments modernes sont susceptibles de procurer du renfort aux navires de pêche vietnamiens fortement menacés par les concurrents régionaux, leur usage pourrait également contribuer à la lutte anti-sous-marine³⁶.

La protection contre les sous-marins chinois est devenue un enjeu majeur pour le Viêt Nam. La signature en avril 2009 d'un contrat pour l'achat de six sous-marins russes de classe *Kilo* reflète d'ailleurs une volonté d'empêcher les sous-marins chinois d'acquiescer de l'information ou de menacer ses intérêts maritimes. En commandant ces bâtiments, Hanoï entend accroître à la fois ses capacités de déni d'accès et ses moyens de surveillance dans

³⁴SAUNDERS (Stephen), *Jane's Fighting Ships 2011-2012*, IHS Jane's, Coulsdon, 2011, p.985.

³⁵*Ibid.*, p.984

³⁶JACOBS (Keith), MANSECK (Hartmut), « Vietnam people's navy (VPN) stimulating new growth », in *Naval Forces*, p.126.

les eaux de mer de Chine méridionale³⁷. Notons toutefois que l'achat de six sous-marins est une démarche coûteuse³⁸, à laquelle s'ajoute la nécessité de former du personnel qualifié. Le budget de la Défense vietnamienne étant relativement modeste, on peut s'interroger sur la capacité de paiement de Hanoï. L'apport financier vietnamien pourrait ainsi s'accompagner de concessions liées de pétrole, ou encore de facilités d'escale pour la Russie. Le Viêt Nam semble en tout cas déterminé à aller jusqu'au bout de sa démarche. Un échelonnement des livraisons entre 2013 et 2018 a d'ailleurs été confirmé au printemps 2011, tout comme l'acquisition de 12 avions SU-30 MK2 russes supplémentaires d'ici la fin de l'année 2012³⁹.

3. La mise en place d'une puissance militaire vietnamienne « défensive »

La politique de réarmement de la marine vietnamienne ne semble pas destinée à permettre le lancement d'une attaque directe contre la Chine. Hanoï cherche avant tout à protéger ses atterrages de manière autonome, et à maintenir une certaine stabilité dans la région. Il serait donc imprudent de se lancer dans une dangereuse guerre asymétrique avec la Chine. Le dialogue multilatéral est d'ailleurs préféré à l'utilisation de la force pour régler les contentieux territoriaux⁴⁰.

Malgré les désaccords qui subsistent entre Pékin et Hanoï autour de la possession de certains territoires insulaires, le Viêt Nam attache une grande importance à maintenir de bonnes relations avec son voisin du Nord. La Chine constitue en effet un interlocuteur régional incontournable, non seulement en raison de sa proximité géographique, mais aussi

³⁷ Le sous-marin est l'arme par excellence du déni d'accès. Équipé de torpilles pour lutte ASM et antinavire, le submersible de classe *Kilo* a un déplacement en plongée de 2300 tonnes et un rayon d'action de 9600 km.

³⁸Le contrat signé en 2009 avec Admiralty Shipyards définit un coût de 1,8 milliards de dollars pour l'acquisition de six sous-marins *Kilo*, et un supplément de 1,1milliards de dollars pour les armes et équipements annexes. Or, le budget total de la Défense du Viêt Nam s'élevait à 2,7 milliards de dollars en 2011 selon les données du SIPRI. Voir la *SIPRI Military Expenditure Database 2012*. Disponible sur le site du Stockholm International Peace Research Institute : <http://www.sipri.org/databases/milex>. [Dernière consultation : juin 2012].

Même si le Viêt Nam a annoncé une importante augmentation de son budget de Défense pour 2012 (de l'ordre de 25%), l'acquisition de six sous-marins représente une somme colossale pour cet État d'Asie du Sud-Est à la situation économique incertaine. Voir le communiqué de presse de l'agence de presse Reuters : « Research and Markets: Vietnam Defence and Security Report Q1 2012 - The Government Indicated In November That It Would Increase The 2012 Defence Budget By Around 25% », 19 mars 2012. Disponible sur le site de Reuters : <http://www.reuters.com/article/2012/03/19/idUS64095+19-Mar-2012+BW20120319>. [Dernière consultation : juin 2012].

³⁹En 2009, le Viêt Nam a conclu un contrat avec la Russie pour l'achat de 20 chasseurs SU-30KM, pour un montant de 1,3 milliard de dollars. Les quatre premiers SU-30 MK2 ont été livrés au Viêt Nam au cours de l'année 2011. Voir BEHAR (Raphaël), DUPRESSOIR (Mathieu), GAUCHY (Justin), PODVIN (Benjamin), « Les ventes d'armes au service du renouveau de la Russie », in *Base de Connaissance AEGE, ROSOBORONEXPORT*, février 2012, p.40-41.

⁴⁰Livre blanc sur la Défense nationale du Viêt Nam, *op.cit.*, p.19 et 42.

à cause de l'influence économique majeure qu'elle exerce en Asie du Sud-Est. Le rapprochement pragmatique amorcé à la sortie de la Guerre froide a entraîné une augmentation croissante des échanges bilatéraux sino-vietnamiens dans divers domaines⁴¹. Les deux États s'efforcent aujourd'hui d'approfondir leur coopération intégrale⁴², en accordant une attention particulière à la collaboration en matière de défense. Alors qu'on observe depuis plusieurs années une multiplication des contacts entre les officiers chinois et vietnamiens, la récente inauguration d'une ligne rouge téléphonique directe entre les ministères des Affaires étrangères des deux États⁴³ reflète l'avancée du processus de coopération stratégique bilatérale.

Si la politique de rapprochement sino-vietnamien peut apparaître comme un élément stabilisateur dans le contexte agité d'Asie du Sud-Est, les réactions qui en découlent participent parfois à l'exacerbation des tensions dans la zone. Une partie de la population accuse en effet Hanoï d'adopter une attitude trop conciliante envers la Chine, au détriment des intérêts du pays et de l'indépendance nationale⁴⁴. Le patriotisme vietnamien et la méfiance traditionnelle à l'égard du voisin chinois sont deux éléments structurants de la société vietnamienne. La politique de bon voisinage instaurée entre la Chine et le Viêt Nam n'empêche donc pas l'existence d'un manque de confiance entre les deux États. Alors que la RPC s'impose comme la grande puissance de la région, le Viêt Nam met en place une

⁴¹ Les similitudes idéologiques entre les deux régimes et la complémentarité des deux économies ont participé au rapprochement sino-vietnamien. Outre la coopération dans les domaines politique, économique, scientifique ou encore militaire, les échanges commerciaux occupent une importante place dans les relations entre les deux pays. Le commerce bilatéral entre le Viêt Nam et la Chine a considérablement augmenté à partir des années 1990. Il a atteint près de 36 milliards de dollars en 2011 (soit une hausse de près de 30% par rapport à 2010) et 8,4 milliards au premier trimestre de 2012. De plus, la Chine est le premier partenaire commercial du Viêt Nam depuis sept années consécutives. Voir Agence Vietnamienne d'Information (AVI), « Le vice-premier ministre Nguyễn Thiện Nhân assiste à une réunion à Kunming », 3 juin 2012. Disponible sur le site du journal *Vietnam Plus* : <http://fr.vietnamplus.vn/Home/Nguyen-Thien-Nhan-assiste-a-une-reunion-a-Kunming/20126/23124.vnplus>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁴² Le Comité de pilotage de la coopération bilatérale sino-vietnamien créé en 2006 se réunit tous les ans afin de renforcer les liens entre les deux pays.

⁴³ Le 2 mars 2012, le vice-ministre des Affaires étrangères vietnamien, Hồ Xuân Sơn, et son homologue chinois, Zhang Zhijun ont annoncé l'ouverture d'une ligne de téléphone rouge entre leurs deux ministères. Voir AVI, « Vietnam-Chine : une ligne téléphonique rouge inaugurée », 3 mars 2012 Disponible sur le site du journal *Le Courrier du Vietnam* : <http://lecourrier.vnnet.vn/lecourrier/fr-fr/details/1/politique/44592/vietnam-chine-une-ligne-telephonique-rouge-inauguree.aspx>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁴⁴ Les nationalistes vietnamiens dénoncent par exemple la répression de manifestations anti-chinoises par le gouvernement. Ce type de protestations a régulièrement lieu lors de l'éclatement de crises entre la Chine et le Viêt Nam. Les mouvements anti-chinois qui ont suivi l'incident de mai - juin 2011 ont ainsi été réprimés dès octobre 2011, à la demande des autorités vietnamiennes. Ce geste a été vu comme une preuve de faiblesse par la population.

stratégie de « défense externe » (đổi ngoại quốc phòng) basée sur la multiplication des partenariats avec des pays asiatiques et occidentaux, afin de peser face à la puissante Chine.

La recherche de partenaires stratégiques pour contrer l'expansionnisme chinois

Le Viêt Nam fait preuve de pragmatisme en procédant à une politique d'ouverture et de coopération dynamique, destinée à installer un climat de confiance avec des partenaires stratégiques diversifiés. Si les dirigeants rejettent le principe d'appartenance à une alliance militaire, ils n'hésitent pas à signer des accords visant à renforcer la coopération de défense avec diverses puissances telles que la Russie, les Pays-Bas, la France, l'Inde ou encore les États-Unis⁴⁵. Le rapprochement de Hanoï avec Washington et New Delhi constitue une démarche particulièrement importante dans la lutte contre « l'expansionnisme chinois » en mer de Chine méridionale. Alors que le partenariat stratégique établi en mars 2001 entre la Russie et le Viêt Nam est progressivement renforcé, l'implication croissante des États-Unis et de l'Inde dans la zone laisse en effet planer la menace d'un « encerclement militaire de la Chine » (中国军事包围 *zhongguo junshi baowei*).

1. Le renforcement du partenariat stratégique russo-vietnamien

Plus qu'un simple fournisseur d'armes, la Russie est aujourd'hui considérée par les autorités vietnamiennes comme un partenaire stratégique indispensable. Dans le domaine de la défense, les Russes participent notamment à la formation de personnels de l'armée vietnamienne, et à la construction d'infrastructures militaires au Viêt Nam. La réunion annuelle du Comité intergouvernemental Vietnam - Russie sur la coopération technique militaire (RVIC) permet d'ailleurs de coordonner les décisions des dirigeants vietnamiens et russes en matière de défense.

La multiplication des projets communs reflète le dynamisme qui caractérise les relations russo-vietnamiennes depuis quelques années. En avril 2011, Hanoï a par exemple chargé l'usine russe de réparation Zvezdochkaen de procéder à la modernisation du centre de services portuaires de l'arsenal de Cam Ranh⁴⁶. Le ministre de la défense vietnamien, Phùng Quang Thanh, avait annoncé dès 2010 que des techniciens russes seraient embauchés

⁴⁵ Livre blanc sur la Défense nationale du Viêt Nam, *op.cit.*, p.21-24. En 2009, Hanoï avait déjà développé des relations officielles en matière de défense avec 65 pays.

⁴⁶ DE TREGLODE (Benoît), *op.cit.*, p.69.

pour développer de nouvelles facilités portuaires dans la baie de Cam Ranh⁴⁷. Une fois les travaux achevés, à l'horizon 2014, le port de Cam Ranh sera ouvert à des navires étrangers venus pour des réparations ou des approvisionnements en pétrole⁴⁸. La base militaire devrait cependant rester exclusivement sous contrôle vietnamien⁴⁹.

L'accueil croissant de navires étrangers au Viêt Nam constitue une nouvelle réponse à la montée en puissance de la Chine en mer de Chine méridionale. Hanoï espère en effet que la présence de forces navales étrangères près des zones contestées⁵⁰ contribuera à atténuer les risques d'expansion chinoise dans la région. Si les propositions d'escales s'adressent surtout aux navires de surface et aux sous-marins américains, elles concernent l'ensemble des pays avec lesquels le Viêt Nam entretient des relations amicales⁵¹. La Russie pourrait donc saisir cette opportunité pour multiplier les escales en Asie du Sud-Est et accroître son influence dans la région. Pour le moment, Moscou se contente de poursuivre sa politique de partenariat avec Hanoï, parfois au détriment de la Chine⁵².

2. Un rapprochement opportun avec les États-Unis

Le durcissement de l'attitude chinoise en mer de Chine méridionale tend à accélérer le processus de rapprochement entre les États-Unis et le Viêt Nam, amorcé au début des années 2000. Soucieux de protéger leurs intérêts économique-stratégiques dans la région, Américains et Vietnamiens s'opposent à l'établissement d'une domination chinoise sur les artères commerciales et les territoires controversés de la mer de Chine méridionale. Dans ce contexte tendu, Hanoï profite de la récente réorientation de la politique de défense américaine vers l'Asie pour renforcer sa coopération bilatérale avec Washington.

⁴⁷Pour une localisation du port de Cam Ranh et autres ports vietnamiens, voir annexe n° 3.

⁴⁸THE WASHINGTON POST, « Vietnam's Cam Ranh base to welcome foreign navies », in *The Washington Post*, 2 novembre 2010. Disponible sur le site du journal *The Washington Post* : <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2010/11/02/AR2010110200139.html>.

[Dernière consultation : juin 2012].

⁴⁹*Idem*. Rappelons que la base militaire de Cam Ranh a été contrôlée successivement par les Français pendant la guerre d'Indochine, par les Américains lors de la guerre du Viêt Nam, puis par les Soviétiques à partir de 1975. Les Russes y sont restés jusqu'en 2002. Depuis cette date, les autorités vietnamiennes refusent l'établissement d'une base militaire étrangère dans la baie de Cam Ranh, affirmant qu'elle servira en priorité la marine nationale.

⁵⁰ Le port de Cam Ranh se trouve à 580 km de l'archipel des Paracels et à 560 km de l'archipel des Spratleys.

⁵¹ En octobre 2010, le premier ministre Nguyễn Tan Dung avait même annoncé que le Viêt Nam fournirait des services aux navires militaires de tous pays qui en font la demande dans la base de Cam Ranh.

⁵² La Russie est le principal fournisseur d'armements de la Chine. Cependant, depuis quelques années, Moscou se désengage progressivement du marché chinois pour se tourner vers le Viêt Nam, très demandeur. Cette réorientation des ventes d'armes est en partie due à la peur du pillage technologique par les Chinois. En 2006, Rosoboronexport avait ainsi refusé de passer un contrat avec la Chine pour la vente de chasseurs SU-30 avancés). Voir BEHAR (Raphaël), DUPRESSOIR (Mathieu), GAUCHY (Justin), PODVIN (Benjamin), *op.cit.*, p.40.

Si le développement des liens commerciaux avec les États-Unis constitue un élément majeur de la politique extérieure vietnamienne, l'accroissement des liens diplomatiques et militaires américano-vietnamiens est également essentiel pour la mise en place d'une politique de défense crédible face à la Chine. L'influence des industriels américains de la défense augmente au Viêt Nam et les deux gouvernements multiplient les rencontres officielles. Le développement des relations bilatérales de défense passe notamment par l'établissement de mécanismes de dialogue réguliers entre le Ministère vietnamien de la Défense et le Département américain de la Défense. Lors du second dialogue bilatéral sur la politique de défense, en septembre 2011, le général Nguyễn Chí Vịnh – vice-ministre vietnamien de la Défense – et l'officier américain Robert Scher – assistant adjoint au secrétaire américain à la Défense – ont ainsi signé un mémorandum concernant l'intensification des échanges entre les deux pays⁵³.

La tenue d'exercices navals conjoints, la réparation de matériel militaire américain dans des chantiers navals vietnamiens, et enfin, la formation de personnels militaires vietnamiens par les Américains sont autant d'éléments reflétant une volonté croissante de coopération bilatérale dans le domaine militaire⁵⁴. Le nombre de navires américains faisant escale au Viêt Nam a fortement augmenté depuis 2009. Environ un an après le passage de l'*USS Blue Ridge* – le navire amiral de la VII^e flotte – à Da Nang en octobre 2009, le porte-avions américain *USS George Washington* et le destroyer *USS John S. McCain* ont fait escale dans ce même port, afin de procéder à des échanges militaires avec la marine vietnamienne⁵⁵. En juillet 2011, les États-Unis ont également envoyé plusieurs destroyers à Da Nang, dans le but de partager leurs connaissances en matière de maintenance et de traitement médical à bord⁵⁶. Les derniers exercices communs portaient quant à eux sur la réparation du matériel militaire en cas de panne⁵⁷. Ces échanges participent à l'instauration d'un climat de confiance entre les marines des deux pays. C'est donc avec optimisme que les

⁵³ Voir AVI, « VN-États-Unis : dialogue sur la politique de défense », 20 septembre 2011. Disponible sur le site du journal *Vietnam Plus* : <http://fr.vietnamplus.vn/Home/VNEtatsUnis-dialogue-sur-la-politique-de-defense/20119/18326.vnplus>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁵⁴ MANYIN (Mark E.), « U.S.-Vietnam Relations in 2011: Current Issues and Implications for U.S. Policy », in *CRS Report for Congress*, Washington, Congressional Research Service, 18 mai 2012, p.20. Disponible sur le site *FAS (Federation of American Scientists)* : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40208.pdf>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁵⁵ Des opérations non armées, de type gestion de crise et sauvetage, ont été effectuées conjointement par les marines vietnamienne et américaine. Voir l'annexe n° 3 pour la localisation du port de Da Nang.

⁵⁶ NIDS, « NIDS China security report », *op.cit.*, p.25.

⁵⁷ Le 23 avril 2012, l'*USS Blue Ridge* et le navire de sauvetage *Safeguard* sont entrés dans le port de Da Nang pour procéder à des exercices conjoints.

États-Unis et le Viêt Nam ont signé, le 1^{er} août 2012, un accord de coopération en matière de médecine militaire. Cette initiative marque une étape importante dans la coopération de défense américano-vietnamienne, puisqu'aucun accord de ce genre n'avait été signé depuis la fin de la guerre du Viêt Nam. Bien que le texte limite pour l'instant la coopération bilatérale à des activités de soin et de recherche, il est susceptible d'être élargi par la suite⁵⁸. Hanoï pourrait par exemple procéder à l'envoi régulier d'officiers dans des institutions militaires américaines, afin que ces derniers reçoivent une formation étrangère pertinente. Une telle démarche permettrait d'améliorer les capacités de combat et le professionnalisme de l'armée vietnamienne⁵⁹.

Le Viêt Nam espère que la présence de forces américaines en Asie du Sud-Est pourra faire contrepoids à la montée en puissance de la Chine. Puisque l'accueil régulier de navires américains dans les chantiers navals vietnamiens contribue à légitimer la présence des États-Unis en mer de Chine méridionale, la RPC surveille de près les déplacements des bâtiments américains, effectués à quelques centaines de kilomètres de ses côtes. L'intérêt grandissant des Américains pour les questions de sécurité en Asie attise d'ailleurs la méfiance des Chinois concernant les intentions américaines dans la région. Bien que les États-Unis ne prennent pas officiellement position et n'interviennent pas directement dans les litiges insulaires en mer de Chine du Sud, les dirigeants américains encouragent les États belligérants à régler leurs contentieux de manière pacifique, et défendent ardemment le principe de liberté de circulation en mer. Hillary Clinton a d'ailleurs déclaré lors du forum régional de l'ASEAN, en juillet 2010, que la libre navigation en mer constituait « un intérêt national » pour les États-Unis, et que les revendications territoriales en mer de Chine du Sud devraient être fondées sur des arguments juridiques conformes au droit de la mer⁶⁰. Cette affirmation intervenait dans un contexte de rapprochement américano-vietnamien significatif, alors que la présidence de l'ASEAN était assurée par Hanoï. Les propos tenus par la secrétaire d'État américaine laissaient ainsi transparaître une nette opposition à la politique chinoise en mer de Chine méridionale.

⁵⁸THAYER (Carlyle A.), « Vietnam's defensive diplomacy », in *The Wall Street Journal*, 20-22 août 2010.

⁵⁹*Idem*.

⁶⁰Voir le discours d'Hillary Clinton, du 23 juillet 2010. Disponible sur le site du Département d'État des États-Unis (US Department of State) : <http://www.state.gov/secretary/rm/2010/07/145095.htm>. [Dernière consultation: juin 2012].

Le gouvernement vietnamien s'efforce de poursuivre la politique de rapprochement avec les dirigeants américains, qui se disent prêts à « franchir une nouvelle étape » dans la coopération bilatérale de défense⁶¹. Des discussions concernant une éventuelle levée de l'embargo sur la vente d'armes létales au Viêt Nam, décrété en 1984, sont d'ailleurs en cours. Le ministre vietnamien Phương Quang Thân affirmait ainsi début avril 2012 que la suppression de l'embargo profiterait aux deux pays et permettrait un développement significatif des capacités de défense régionale vietnamiennes⁶². La question a de nouveau été soulevée le 3 juin 2012, lors du déplacement du Secrétaire américain à la Défense Leon Panetta, dans la baie de Cam Ranh. Si certains décideurs américains affirment que la vente d'armes létales au Viêt Nam permettrait de renforcer la relation américano-vietnamienne et d'améliorer la sécurité en mer de Chine méridionale⁶³, le Congrès ne semble pas enclin à lever l'embargo de 1984 tant que la question du respect des droits de l'Homme au Viêt Nam ne sera pas réglée. Pour l'heure, les deux États poursuivent leur politique d'accroissement des échanges commerciaux et diplomatiques, sans pour autant officialiser leur rapprochement. La signature d'un partenariat stratégique américano-vietnamien pourrait en effet être un facteur de tensions entre Pékin et Hanoï.

Afin de préserver la relation amicale établie avec son voisin du Nord, le Viêt Nam rejette le principe d'alignement sur la politique américaine⁶⁴. Les dirigeants vietnamiens s'efforcent par ailleurs de trouver un juste milieu entre la protection de leurs intérêts nationaux en mer de Chine méridionale grâce à l'instauration de partenariats de plus en plus poussés, et la défense de l'autonomie nationale. La politique d'ouverture tous azimuts adoptée par Hanoï évite d'ailleurs l'existence d'un lien de forte dépendance vis-à-vis d'un unique partenaire. Alors que le Viêt Nam s'efforce de créer un équilibre dans ses relations

⁶¹Voir les propos d'Hillary Clinton en 2010 : MANYIN (Mark E.), « U.S.-Vietnam Relations in 2011: Current Issues and Implications for U.S. Policy », *op.cit.*, p.20. Plus récemment, lors de sa visite dans la baie Cam Ranh le 3 juin 2012, Leon Panetta a également évoqué l'idée d'un approfondissement de la coopération en déclarant : « Access for U.S. supply ships to Cam Ranh Bay and its repair facilities [...] will allow the United States to achieve its objectives in the Asia-Pacific and to take the relationship with Vietnam to the next level ».

⁶²WEISGERBER (Marcus), « Vietnam Wants to Buy Lethal Weapons From U.S. », in *Defense News*, 4 juin 2012. Disponible sur le site de *Defense News* : <http://www.defensenews.com/article/20120604/DEFREG03/306040002/Vietnam-Wants-Buy-Lethal-Weapons-From-U-S->. [Dernière consultation : juin 2012].

⁶³C'est notamment le cas du sénateur américain Joseph Lieberman. Voir GREVATT (Jon), « US and Vietnam agree closer co-operation », in *Jane's Defence Weekly*, 1^{er} février 2012, p.21.

⁶⁴BROWN (Frédéric Z.), « Rapprochement between Vietnam and the United States », in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 32, n° 3, 2010, p.334.

diplomatiques avec la Russie et la Chine d'une part, et les États-Unis et la Chine d'autre part, le renforcement de sa coopération bilatérale avec l'Inde en matière de sécurité et de défense semble compliquer l'équation.

3. Une coopération accrue avec l'Inde

Les relations indo-vietnamiennes sont basées sur une amitié traditionnelle, établie au milieu du XX^{ème} siècle par le premier ministre indien Jawaharlal Nehru, et le Président Hồ Chi Minh. Depuis lors, la coopération entre l'Inde et le Viêt Nam n'a cessé de se renforcer, en particulier après la signature d'un partenariat stratégique en juillet 2007. À l'heure où les rapports de force intra-asiatiques évoluent en faveur de la Chine, l'Inde apparaît comme un partenaire fiable et pertinent aux yeux des Vietnamiens. Également confrontée à Pékin dans le cadre de différends frontaliers relativement anciens, cette dernière soutient le Viêt Nam sur les questions de liberté de circulation et d'exploitation des ressources en mer de Chine méridionale. Cet appui s'explique par l'existence d'intérêts économiques et géopolitiques communs en Asie du Sud-Est. À l'instar du Viêt Nam, l'Inde souhaite en effet garantir une certaine stabilité dans la zone afin de procéder sans encombre à des échanges commerciaux avec les pays de l'ASEAN. Il s'agit également pour New Delhi de freiner la montée en puissance de la Chine dans cet espace maritime proche de sa zone d'influence. Alors que certains experts dénoncent déjà l'établissement d'un « collier de perles » chinois dans l'Océan indien⁶⁵, la menace d'un encerclement serait en effet accrue si Pékin arrivait à prendre le contrôle de l'ensemble de la mer de Chine méridionale.

La peur commune de la puissance chinoise pousse le Viêt Nam et l'Inde à développer leurs relations bilatérales, avec un focus sur les échanges dans le domaine de la sécurité et

⁶⁵ L'expression « collier de perles » est utilisée pour la première fois par les autorités américaines en novembre 2004, dans un rapport interne du Département de la Défense américain (DoD), pour désigner la série d'installations portuaires mises en place par la Chine sur le pourtour de l'océan Indien. Selon les officiels américains, la Chine développerait depuis le début des années 2000 une stratégie militaire basée sur la création d'un « collier » s'étendant des côtes chinoises au littoral de la mer d'Arabie, en passant par le Cambodge, la Thaïlande, la Birmanie, le Sri Lanka, ou encore le Pakistan. L'expression américaine *string of pearls* a été reprise dans nombre de publications étrangères. New Delhi s'appuie aujourd'hui sur le discours américain pour réitérer ses critiques vis-à-vis de l'expansion chinoise dans sa zone d'influence. Selon les analystes, le collier compte huit grandes « perles ». Trois d'entre elles sont de nature militaire (les îles chinoises de Hainan et Woody où se situent respectivement la base de Sanya et une base aéroportuaire, ainsi que Mergui, une base navale birmane avec des facilités accordées à l'APL). Les bases de Sihanoukville, Chittagong, Sittwe et Hambantota ont quant à elles une vocation portuaire exclusivement civile. Enfin, Gwadar pourrait entrer dans ces deux catégories si le projet supposé d'installation d'une station d'écoute et d'octroi de facilités élargies à l'APL voit le jour. Voir AMELOT (Laurent), « La stratégie chinoise du "collier de perles" », in *Outre-Terre*, 2010/2, n°25-26, p.187-198.

de la défense. Des mécanismes de dialogue stratégique sont progressivement mis en place afin de faciliter la coopération militaire entre les deux pays. La rencontre annuelle des vice-ministres de la Défense dans le cadre de la réunion de dialogue sur la sécurité Viêt Nam - Inde permet ainsi de renforcer leurs liens stratégiques, au même titre que le dialogue bisannuel sur les problèmes de sécurité établi entre le ministère indien de l'Intérieur et le ministère vietnamien de la Sécurité publique. Ces rencontres régulières entraînent la mise en place d'exercices militaires conjoints et favorisent l'accroissement des échanges commerciaux bilatéraux dans le domaine de l'armement.

L'Inde participe ainsi à la modernisation de l'armée vietnamienne en fournissant à cette dernière des composants et des pièces de rechange pour ses équipements militaires d'origine russe. Les récents achats du Viêt Nam ont notamment servi à rénover des frégates de classe *Petya* et des embarcations d'assaut rapide de classe *Osa II*⁶⁶. Familiarisés avec les équipements russes, les Indiens pourraient par ailleurs être amenés à assurer eux-mêmes la maintenance de certains matériels vietnamiens hérités de l'ère soviétique, ou nouvellement acquis auprès de la Russie. Une proposition de rénovation des avions MiG-21 de la flotte aérienne vietnamienne avait ainsi été émise dès juin 2010⁶⁷. New Delhi avait, par la même occasion, évoqué la possibilité de vendre des missiles balistiques de courte portée – 150 à 350 kilomètres – de type *Prithvi* à son partenaire stratégique. Si ces deux projets sont pour l'instant restés en suspens, les propositions indiennes reflètent une véritable volonté de coopération. Un rapport gagnant-gagnant semble d'ailleurs se dessiner entre les deux États.

En échange de son aide précieuse au Viêt Nam, l'Inde entend amarrer et rénover certains de ses bâtiments de guerre dans le port et l'arsenal du constructeur naval Vinashin⁶⁸. Elle devrait également profiter de l'ouverture du port de Cam Ranh pour renforcer sa présence en mer de Chine méridionale, et ainsi franchir une nouvelle étape dans sa *Look East policy*⁶⁹. Le soutien vietnamien a déjà permis à New Delhi de participer plus activement aux discussions sud-est asiatiques, notamment dans le cadre des forums

⁶⁶GREVATT (Jon), « India and Vietnam extend defence co-operation », in *Jane's Defence Industry*, 28 juin 2010.

⁶⁷GREVATT (Jon), « India and Vietnam extend defence co-operation », in *Jane's Defence Industry*, 28 juin 2010.

⁶⁸JHA (Saurav), « Des amitiés indiennes à l'ombre de la Chine », in *Le Monde Diplomatique*, juin 2011. Disponible sur le site du *Monde diplomatique* : <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/06/JHA/20702>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁶⁹ La *Look East policy* (« politique de regard vers l'Est ») a été initiée par le président indien P.V. Narasimha Rao au début des années 1990. Elle vise à intégrer l'Inde aux échanges de l'Asie orientale tant sur le plan économique que politique, et a pour but de contrer l'expansionnisme chinois.

régionaux organisés avec l'ASEAN. Les deux États y font preuve de solidarité et de coopération en ce qui concerne les questions de sécurité régionale. L'Inde doit toutefois jouer la prudence afin de ne pas s'attirer les foudres de Pékin en cas de rapprochement trop évident avec le Viêt Nam, d'où le manque d'avancement de certains dossiers⁷⁰. Reste que l'intégration progressive du partenaire indien au sein des discussions régionales profite à Hanoï, qui envisage l'établissement d'un Front uni face à « la Chine expansionniste ».

4. L'établissement d'un Front uni face à « la menace chinoise » ?

Depuis le début du siècle, le Viêt Nam s'efforce de développer des liens toujours plus étroits avec les autres pays membres de l'ASEAN, non seulement dans les domaines économique et politique, mais aussi sur le plan militaire. La situation régionale actuelle entraîne d'ailleurs un net accroissement des échanges en matière de sécurité et de défense, tendance qui a été confirmée tout d'abord par l'établissement de lignes de téléphone rouge avec les autorités de défense de la Malaisie, du Cambodge et de la Thaïlande, puis par la création de l'ADMM⁺ – la conférence des ministres de la Défense de l'ASEAN élargie – en octobre 2010.

Dans ce contexte de coopération accrue, le Viêt Nam et les Philippines vont jusqu'à prôner l'établissement d'un Front uni face à la « menace chinoise ». Il s'agirait pour les dix États membres de l'ASEAN de parler d'une seule voix afin d'obtenir l'internationalisation des conflits en mer de Chine méridionale, et l'établissement d'un code de conduite contraignant en ce qui concerne leur règlement⁷¹. Cette vision commune a entraîné un rapprochement significatif entre les marines vietnamienne et philippine, notamment illustré par la signature

⁷⁰ Le Président vietnamien Trương Tấn Sang a procédé à des requêtes dans quatre domaines auprès de l'Inde. Il s'agit de la reconversion des pilotes vietnamiens utilisant des Sukhoi-30, de l'entraînement de ses sous-marinières, de la modernisation des ports stratégiques vietnamiens, et enfin, du transfert de navires de guerre de taille moyenne au Viêt Nam. L'Inde devrait répondre assez rapidement à la première demande. Cependant, les trois autres requêtes nécessitent un investissement plus important, ce qui pourrait déplaire à la Chine. La question des transferts de navires et de la fourniture d'armes offensives de pointe reste donc en suspens, tout comme l'idée d'une aide à la modernisation du port de Nha Trang. Voir DIKSHIT (Sandeep), « Vietnam's plea puts South Block in a predicament », in *The Hindu*, 9 novembre 2011. Disponible sur le site du journal *The Hindu* : <http://www.thehindu.com/news/national/article2610605.ece>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁷¹ L'idée d'un code de conduite en mer de Chine du Sud (CoC) est relativement ancienne. La Chine avait déjà rejeté un texte préparé conjointement par le Viêt Nam et les Philippines, en novembre 1999, car elle considérait que la signature du document en question mènerait à la cristallisation du statu quo régional, empêchant ainsi toute prise de contrôle de la mer de Chine du Sud. Depuis la signature de la DoC en 2002, des négociations sont en cours au sujet de la mise en place d'un nouveau code de conduite régional.

d'accords de coopération en matière de technologie navale et d'équipements, ainsi que par l'organisation d'échanges de personnels militaires dans le cadre de formations professionnelles.

Fort de son développement économique et diplomatique sur la scène internationale⁷², le Viêt Nam pourrait bien devenir le *leader* de ce Front uni – si ce dernier devait effectivement voir le jour. Après avoir utilisé la présidence de l'ASEAN en 2010 pour tenter d'internationaliser la question des possessions territoriales en mer de Chine méridionale, Hanoï s'efforce en effet de favoriser le dialogue entre les États d'Asie du Sud-Est et la Chine⁷³. Malgré la tenue de discussions multilatérales régulières, le manque de cohérence au sein de l'ASEAN constitue cependant un frein au bon déroulement des négociations régionales.

Contrairement à leurs voisins philippin et vietnamien, l'Indonésie, la Malaisie, Brunei et Singapour ne semblent pas adhérer totalement à la mise en place d'un Front commun venant contrecarrer la stratégie régionale de la Chine. L'indifférence affichée par le reste des États membres témoigne par ailleurs d'une prise de distance par rapport à la question des contentieux territoriaux en mer de Chine du Sud. Outre ces fortes dissensions, les principes de consensus et de non-ingérence dans les affaires internes des États membres réduisent considérablement la marge de manœuvre de l'ASEAN pour régler les litiges insulaires et autres conflits régionaux.

Le manque de vision stratégique commune aux pays membres et le caractère restreint des moyens d'action de l'organisation sont à l'origine de plusieurs échecs en matière de sécurité régionale. Le rejet du projet de « zone de paix, de liberté, d'amitié et de coopération » (ZOPFFC) proposé par le département des affaires étrangères philippin en novembre 2011⁷⁴ en est un exemple flagrant, tout comme la récente impasse des

⁷² En 2007, le Viêt Nam a obtenu le statut de membre non permanent au Conseil de sécurité des Nations Unies pour l'année 2008-2009, en partie grâce au soutien de l'Inde. Cette même année a également été marquée par un taux de croissance record. Selon le site américain *Business Insider*, le pays occupe aujourd'hui la 22^{ème} position dans le classement des économies dont l'expansion est la plus rapide. Voir le site de *Business Insider* : <http://www.businessinsider.com/29-of-the-worlds-fastest-growing-countries-2012-6?op=1>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁷³ MANYIN (Mark E.), « U.S.-Vietnam Relations in 2011: Current Issues and Implications for U.S. Policy », *op.cit.*, p.6. Disponible sur le site *FAS (Federation of American Scientists)* : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40208.pdf>. [Dernière consultation : juin 2012].

⁷⁴ Dans cette ZOPFFC imaginée par les dirigeants philippins, les territoires contestés auraient dû être placés sous juridiction internationale et les opérations conjointes auraient été autorisées (recherche scientifique maritime, sauvetage, etc.). Cette idée fermement rejetée par la Chine a reçu très peu de soutien de la part des pays membres de l'ASEAN.

discussions sur la mise en place d'un CoC en mer de Chine méridionale, lors du Forum régional de l'ASEAN tenu en juillet 2012⁷⁵.

La Chine profite de ces divergences pour adopter une approche de coopération en adéquation avec sa politique extérieure. Elle s'efforce ainsi de procéder à des négociations bilatérales plutôt que de prendre part à des discussions multipartites, et tente de retarder les négociations avec l'ASEAN concernant l'établissement du fameux code de conduite en mer de Chine méridionale⁷⁶.

Si une réelle alliance des pays d'Asie du Sud-Est paraît improbable à court terme, la crainte d'une mainmise chinoise sur la région entraîne une prise de conscience commune chez les membres de l'ASEAN, ainsi qu'un accroissement de la cohésion au sein de l'alliance. L'hypothèse d'un Front uni dans les dix à quinze ans à venir n'est donc pas à exclure. L'ASEAN n'ayant pas vocation à servir d'instance militaire, ce dernier serait basé exclusivement sur des liens diplomatiques.

⁷⁵ Cette conférence régionale réunit les dix membres de l'ASEAN, la Chine, les États-Unis, ainsi que des membres non permanents de l'association. Les discussions qui se sont déroulées du 12 au 17 juillet ont débouché sur une impasse, en raison de querelles internes à l'organisation régionale. Les Philippines ont en effet dénoncé le rejet systématique par le Cambodge – allié de la Chine – des propositions mentionnant l'atoll de Scarborough. Voir BOUGON (François), « Le contentieux de la mer de Chine fait échouer une réunion de l'ASEAN », in *Le Monde. fr*, 13 juillet 2012. Disponible sur le site du journal Le Monde : http://www.lemonde.fr/asiе-pacifique/article/2012/07/13/le-contentieux-sur-la-mer-de-chine-meridionale-fait-echouer-le-sommet-de-l-asean_1733571_3216.html. [Dernière consultation : juillet 2012].

⁷⁶XINHUA, « La Chine est prête à discuter du CoC avec les pays de l'ASEAN quand les conditions seront mûres », 9 juillet 2012. Disponible sur le site de China.org : http://french.china.org.cn/news/txt/2012-07/10/content_25864465.htm[Dernière consultation : juillet 2012].

Conclusion

Les relations sino-vietnamiennes sont caractérisées par une dynamique complexe, reposant à la fois sur des expériences communes et des conflits récurrents. Le renforcement de la Flotte du Sud, couplé à la modernisation des unités paramilitaires chinoises en mer de Chine méridionale, attise les tensions préexistantes entre Hanoï et Pékin. Dépourvu de forces paramilitaires, le Viêt Nam mise aujourd'hui sur le développement de sa marine de guerre pour essayer d'atténuer le caractère asymétrique de sa relation avec la Chine.

Le récent processus de modernisation de sa marine, amorcé au début des années 2000, fait d'ores et déjà l'objet de réactions hostiles en Chine. Malgré les accords qui ont été passés pour régler les contentieux territoriaux dans le golfe du Tonkin, Pékin redoute en effet de voir ses installations navales sur l'île de Hainan menacées par une éventuelle expansion vietnamienne dans la zone. Dans ce contexte tendu, l'adoption d'une loi sur la mer du Viêt Nam par l'Assemblée nationale vietnamienne, le 21 juin dernier, a été vu par Pékin comme une provocation⁷⁷. Autrefois considéré par la Chine comme un petit pays insignifiant, le Viêt Nam s'affirme peu à peu comme une puissance moyenne incontournable en Asie du Sud-Est, non seulement en raison de sa situation géopolitique, mais aussi grâce au réseau d'alliances qu'il a su tisser au fil des années.

Le développement de contacts militaires avec de nombreux pays entraîne l'apparition d'une diplomatie de l'équilibre vietnamienne, basée à la fois sur les principes d'interdépendance et de non-alignement. Le Viêt Nam s'efforce de profiter des avantages offerts par chacun de ses partenaires sans détériorer les relations précédemment établies avec d'autres. La gestion de ces relations croisées est relativement complexe. Les principales interactions s'articulent en effet autour des quatre combinaisons suivantes : Viêt Nam - Chine - Russie, Viêt Nam - USA - Chine, Viêt Nam - Inde - Chine, et enfin, Viêt Nam - ASEAN - Chine. Si le maintien d'un certain équilibre dans ces relations triangulaires constitue un défi de taille pour Hanoï, la coopération sur plusieurs fronts a pour avantage d'accroître les capacités d'influence du pays, tout en préservant son indépendance.

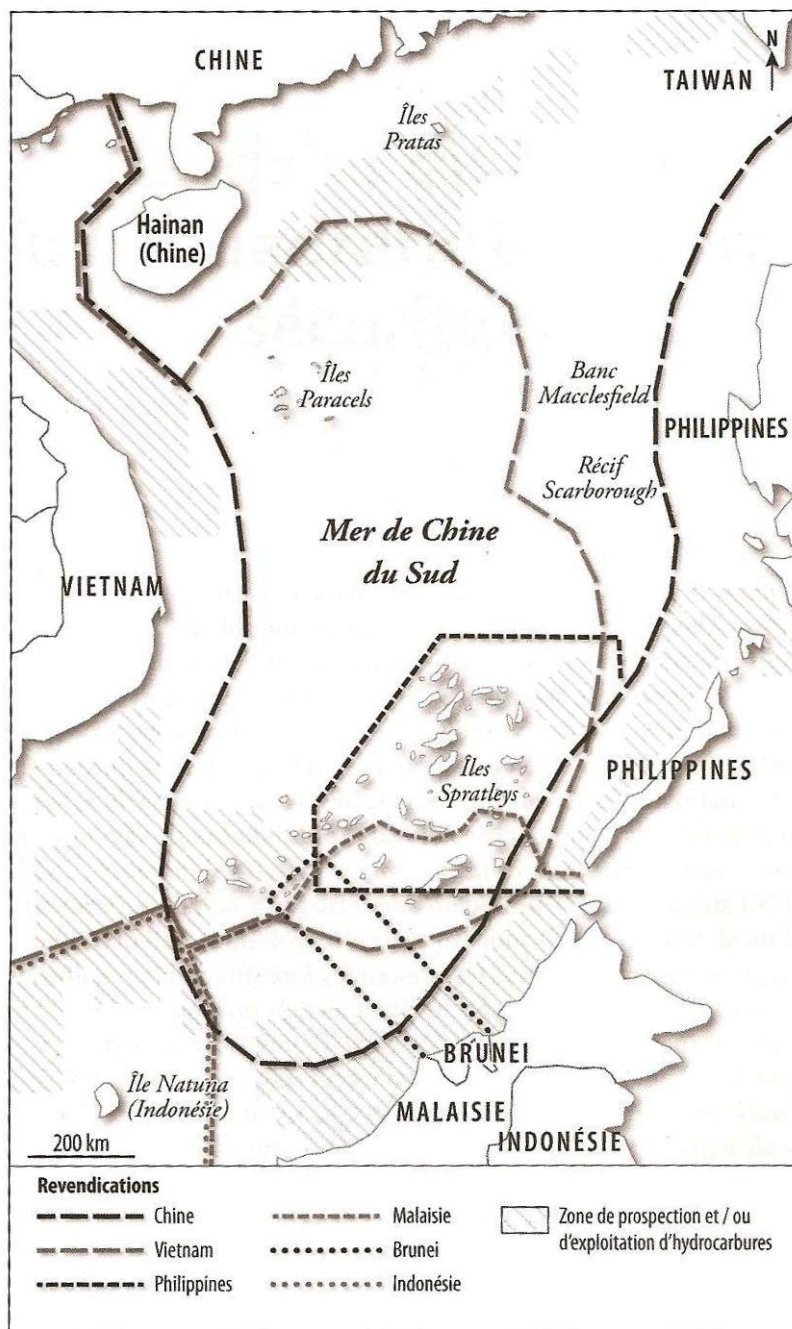
⁷⁷ Agence Vietnamienne d'Information (AVI), « Loi sur la mer du Vietnam : déclaration du porte-parole », in *Le Courrier du Vietnam*, 22 juin 2012. Disponible sur le site <http://lecourrier.vnanet.vn/lecourrier/fr-fr/details/1/politique/48916/loi-sur-la-mer-du-vietnam-declaration-du-porte-parole.aspx>. [Dernière consultation : juin 2012].

Finalement, la vive réaction du Viêt Nam suite au durcissement de l'attitude chinoise en mer de Chine méridionale révèle peut-être un certain manque de pertinence dans la politique de défense de Pékin. Si la stratégie adoptée permet de faire pression sur les États voisins, elle entraîne également un renforcement de l'unité nationale vietnamienne, ainsi qu'un accroissement des échanges des États membres de l'ASEAN en matière de défense. En cas de montée excessive du nationalisme au Viêt Nam, le pragmatisme adopté à l'heure actuelle pourrait être atténué par une volonté croissante de confrontation avec la Chine. Au niveau régional, la peur d'une « menace chinoise » serait par ailleurs susceptible de précipiter la création de la Communauté de l'ASEAN prévue pour 2015. Que ce soit par le biais de démonstrations de force ou des pressions diplomatiques, la voix du Viêt Nam se fera certainement entendre au cours de la prochaine décennie.

ANNEXES

ANNEXE N° 1 : les revendications territoriales en mer de Chine méridionale	p. 31
ANNEXE N° 2 : les principaux navires de surveillance chinois	p. 32
ANNEXE N° 3 : Les principaux ports du Viêt Nam	p.34

ANNEXE N° 1 : les revendications territoriales en mer de Chine méridionale



Source :COLIN (Sébastien), « Litiges insulaires et enjeux géopolitiques en mer de Chine du Sud », in GIBLIN (Béatrice) (Dir.), *Les conflits dans monde. Approche géopolitique*, Paris, Armand Colin, « coll. U », 2011, p.261

ANNEXE N° 2 : les principaux navires de surveillance chinois

Les navires de patrouille et de surveillance de type *Haijian* de la CMS



Haijian 46

1150 tonnes de déplacement
Longueur : 79,3 mètres
Date de construction : 2005
Rayon d'action : 5000 nautiques

Dans la même catégorie (1000 tonnes Type I) : Haijian 17 (construit en 2005), Haijian 71 (construit en 2005), Haijian 75 (construit en 2010)

Dans la catégorie supérieure (1000 tonnes Type II) : Haijian 27 (construit en 2004)

Haijian 51
1 690 tonnes de déplacement
Longueur : 87,7 mètres
Date de construction : 2005
Rayon d'action : 6000 nautiques



Haijian 83

3 400 tonnes de déplacement
Longueur : 98 mètres
Date de construction : 2005
Rayon d'action : 6000 nautiques

Dans la même catégorie:
Haijian 50 (construit en 2011)

Les navires de patrouille et de surveillance de type Yue Zheng du FLEC

Yue Zheng 202

968 tonnes de déplacement
Longueur : 69,5 mètres
Date de construction : 2001

Dans la même catégorie (1000 tonnes) : Yue Zheng 33, Yue Zheng 118, Yue Zheng 200, yuzheng 201, Yue Zheng 202, Yue Zheng 203, Yue Zheng 205 (construits entre



Yue Zheng 310
 2 580 tonnes de déplacement
 Longueur : 110 mètres
 Date de construction : 2010
 Rayon d'action : 800 nautiques



Yue Zheng 311
 4 450 tonnes de déplacement
 Longueur : 113,5 mètres
 Date de construction : 2006
 Rayon d'action : 800 nautiques

Ancien navire de guerre de la marine chinoise, Type 922-II, classe Dalang, ce navire a rejoint le FLEC en mars 2009, après avoir subi trois ans de réparations.



Yue Zheng 88
 15 000 tonnes de déplacement
 Longueur : 152 mètres
 Date de construction : 2006

Ce bateau est l'ancien navire d'approvisionnement 888 ayant rejoint les forces de surface de la marine chinoise en 2007. Il a été reconverti en navire de surveillance des pêches en 2008.



ANNEXE N°3 : Les principaux ports du Viêt Nam

Figure I. Map of Vietnam



Source: CRS.

Source : MANYIN (Mark E.), « U.S.-Vietnam Relations in 2011: Current Issues and Implications for U.S. Policy », in *CRS Report for Congress*, Washington, Congressional Research Service, 18 mai 2012, 38 pages. Disponible sur le site *FAS (Federation of American Scientists)* : <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40208.pdf>. [Dernière consultation : juin 2012].

BIBLIOGRAPHIE

Documents officiels :

Asean :

Asean Secretary, « Declaration on the Conduct of the Parties in the South China Sea », Phnom Penh, 4 novembre 2002. Disponible que le site de l'ASEAN : <http://www.aseansec.org/13163.htm>. [Dernière consultation : mai 2012].

Relations bilatérales Chine - Viêt Nam :

« Agreement between the People's Republic of China and the Socialist Republic of Viet Nam on the delimitation of the territorial seas, the exclusive economic zones and continental shelves in Beibu Bay/Bac Bo Gulf », 25 décembre 2000.

Disponible sur le site de l'université de Singapour :

<http://cil.nus.edu.sg/rp/il/pdf/2000%20Agreement%20between%20China%20and%20Vietnam%20on%20Delimitation%20of%20Territorial%20Seas-pdf.pdf>

[Dernière consultation : juin 2012].

Chine :

Livre blanc sur la Défense nationale de la Chine en 2010.

《2010年中国的国防》白皮书(« 2010 nian zhongguo de guofang » baipishu), Pékin, mars 2011. Disponible sur le site du ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine : http://www.gov.cn/jrzg/2011-03/31/content_1835289.htm. [Dernière consultation : juin 2012].

Viêt Nam :

Livre blanc sur la Défense nationale du Viêt Nam en 2009.

« Vietnam national Defence », Hanoï, décembre 2009.

Disponible sur le site du MERLN (Military Education Research Library Network) : <http://merln.ndu.edu/whitepapers/Vietnam2009.pdf>. [Dernière consultation : mai 2012].

Rapports stratégiques :

BEHAR (Raphaël), DUPRESSOIR (Mathieu), GAUCHY (Justin), PODVIN (Benjamin), « Les ventes d'armes au service du renouveau de la Russie », in *Base de Connaissance AEGE*, ROSOBORONEXPORT, février 2012, 60 pages.

MANYIN (Mark E.), « U.S.-Vietnam Relations in 2011: Current Issues and Implications for U.S. Policy », in *CRS Report for Congress*, Washington, Congressional Research Service, 18 mai 2012, 38 pages. Disponible sur le site *FAS (Federation of American Scientists)*: <http://www.fas.org/sgp/crs/row/R40208.pdf>. [Dernière consultation : juin 2012].

NIDS , « NIDS China security report », National Institute for Defence Studies, Japon, février 2012, 56 pages. Disponible sur le site de NIDS : http://www.nids.go.jp/publication/chinareport/pdf/china_report_EN_web_2011_A01.pdf. [Dernière consultation : juin 2012].

SUTTER (Robert), HUANG (Chin-Hao), « Southeast Asia relations : setback in Bali, Challenges All Around », in *Comparative connections*, janvier 2012, 10 pages.

Disponible sur le site du CSIS (Center for Strategic and International Studies) : http://csis.org/files/publication/1103qchina_seasia.pdf. [Dernière consultation : juin 2012].

VAUGHN (Bruce), MORRISON (M. Wayne), CRS Report for Congress, « China-Southeast Asia Relations : Trends, Issues, and Implications for the United States », avril 2006, 40 pages.

Disponible sur le site FAS (*Federation of American Scientists*) :

<http://www.fas.org/sgp/crs/row/RL32688.pdf>. [Dernière consultation : juin 2012].

YUAN (Jing-dong), octobre 2006, 75 pages. Disponible sur le site du SSI (*Strategic Studies Institute, United States Army WarCollege*) :

<http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdf/files/pub735.pdf> . [Dernière consultation : juin 2012].

Ouvrages :

CABESTAN (Jean-Pierre), *La politique internationale de la Chine*, Presses de Sciences Po, Paris, 2010, 460 pages.

COLIN (Sébastien), *La Chine et ses frontières*, Paris, Armand Colin, 2011, 285 pages.

Ouvrages collectifs :

BONIFACE (Pascal) (Dir.), *L'Année stratégique 2012: Analyse des enjeux internationaux*, Paris, Armand Colin, 2011, 542 pages

CHIPMAN (John), HUXLEY (Tim), *The Military Balance 2012. The annual assessment of global military capabilities and defence economics*, Londres, Routledge, 2012, 504 pages.

SAUNDERS (Stephen), *Jane's Fighting Ships 2011-2012*, IHS Jane's, Coulsdon, 2011, 1253 pages.

Contributions à des ouvrages collectifs :

Langue française :

COLIN (Sébastien), « Litiges insulaires et enjeux géopolitiques en mer de Chine du Sud », in GIBLIN (Béatrice) (Dir.), *Les conflits dans monde. Approche géopolitique*, Paris, Armand Colin, « coll. U », 2011, p.249-256

DE TREGLODE (Benoît), « La mer de Chine du Sud. Projets d'exploitation et de sécurisation en Chine et au Viêt Nam », in JAMES (Jérémy), DE TREGLODE (Benoît) (Dir.), *L'Asie du Sud-Est 2012, les évènements majeurs de l'année*, Paris, Les Indes savantes, 2012, p.55-71

SCHAEFFER (Daniel), Général (2S), « La stratégie chinoise en mer de Chine du Sud », in TERTRAIS (Hugues) (Dir.), *La Chine et la mer. Sécurité et coopération régionale en Asie orientale et du Sud-Est*, Paris, Harmattan, 2011, p.185-202

Articles de périodiques :

Langue française :

AMELOT (Laurent), « La stratégie chinoise du "collier de perles" », in *Outre-Terre*, 2010/2, n°25-26, p.187-198.

DE TREGLODE (Benoît), « La mer de Chine du Sud, le Viêt Nam et la Chine », in *Etude Observatoire Asie du Sud-Est 2010-2011*, septembre 2011, p.1-11

DUMONTET (Alain), amiral (2S), « La Marine chinoise », in *Outre-Terre*, 2010/2, n°25-26, p. 183-186.

COURAYE (Hervé), « Le contentieux maritime dans les relations sino-vietnamiennes », in *Bulletin d'Études de la Marine*, « Asie : nouveau centre du monde ? », n°44, p.49-53.

JOYAUX (François), « Les relations sino-vietnamiennes : perspectives politiques et économiques », in *Tiers-Monde*, 1970, tome 11 n° 42-43, « Le Vietnam entre la guerre et la paix », p.291-300.

SCHAEFFER (Daniel), Général (2S), « Mer de Chine méridionale : une sanctuarisation chinoise », in *Défense nationale*, tribune n° 14, été 2011, p.115-128.

SHELDON-DUPLAIX (Alexandre), « La Chine et son espace maritime », in *Marines & Forces navales*, n° 136, 12/2011 – 01/2012, p.53-63.

Langue anglaise :

BROWN (Frédéric Z.), « Rapprochement between Vietnam and the United States », in *Contemporary Southeast Asia*, vol. 32, n°3, 2010, p.317-342.

BUSZYNSKI (Leszek), « The South China Sea : Oil, Maritime claims, and U.S.-China strategic rivalry », in *The Washington quarterly*, printemps 2012, p.139-156.

GREVATT (Jon), « India and Vietnam extend defence co-operation », in *Jane's Defence Industry*, 28 juin 2010.

GREVATT (Jon), « US and Vietnam agree closer co-operation », in *Jane's Defence Weekly*, 1^{er} février 2012, p.21.

JACOBS (Keith), MANSECK (Hartmut), « Vietnam people's navy (VPN) stimulating new growth », in *Naval Forces*, p.121-131.

Articles de presse :

Langue française :

JHA (Saurav), « Des amitiés indiennes à l'ombre de la Chine », in *Le Monde Diplomatique*, juin 2011. Disponible sur le site du Monde Diplomatique : <http://www.monde-diplomatique.fr/2011/06/JHA/20702>. [Dernière consultation :juin 2012]

Langue anglaise :

THAYER (Carlyle A.), « Vietnam's defensive diplomacy », in *The Wall Street Journal*, 20-22 août 2010.

DIKSHIT (Sandeep), « Vietnam's plea puts South Block in a predicament », in *The Hindu*, 9 novembre 2011. Disponible sur le site du journal *The Hindu* :

<http://www.thehindu.com/news/national/article2610605.ece>. [Dernière consultation : juin 2012].

Articles en ligne :

Langue française :

Agence Vietnamienne d'Information (AVI), « Vietnam-India joint declaration on strategicpartnership ».

Disponible sur le site du Ministère des affaires étrangères vietnamien :

<http://www.mofa.gov.vn/en/nr040807104143/nr040807105001/ns070709164916#4UNPo89hMKqh>. [Dernière consultation : juin 2012].

Agence Vietnamienne d'Information (AVI), « Le vice-PM Nguyễn Thiên Nhân assiste à une réunion à Kunming », in *Vietnam Plus*, 3 juin 2012, « Disponible sur le site du journal *Vietnam Plus* :

<http://fr.vietnamplus.vn/Home/Nguyen-Thien-Nhan-assiste-a-une-reunion-a-Kunming/20126/23124.vnplus>. [Dernière consultation : juin 2012].

Agence Vietnamienne d'Information (AVI), « Loi sur la mer du Vietnam : déclaration du porte-parole », in *Le Courrier du Vietnam*, 22 juin 2012. Disponible sur le site <http://lecourrier.vnanet.vn/lecourrier/fr-fr/details/1/politique/48916/loi-sur-la-mer-du-vietnam-declaration-du-porte-parole.aspx>. [Dernière consultation : juin 2012].

Agence Vietnamienne d'Information (AVI), « Vietnam-Chine : une ligne téléphonique rouge inaugurée », in *Le Courrier du Vietnam*, 3 mars 2012. Disponible sur le site du journal *Le Courrier du Vietnam* :

<http://lecourrier.vnanet.vn/lecourrier/fr-fr/details/1/politique/44592/vietnam-chine-une-ligne-telephonique-rouge-inauguree.aspx>. [Dernière consultation : juin 2012].

BOUGON (François), « Le contentieux de la mer de Chine fait échouer une réunion de l'ASEAN », in *Le Monde.fr*, 13 juillet 2012. Disponible sur le site du journal *Le Monde* : [Dernière consultation : juillet 2012].

PFLIMLIN (Édouard), « L'irrésistible ascension de la marine de guerre chinoise », 26 mai 2011 Disponible sur le site d'informations de l'IRIS : <http://www.affaires-strategiques.info/spip.php?article5146>. [Dernière consultation : avril 2012]

Langue anglaise :

GARAMONE (Jim), « Panetta's Cam Ranh Bay Visit Symbolizes Growing U.S.-Vietnam Ties », juin 2012. Disponible sur le site du Département de la défense américain : <http://www.defense.gov/news/newsarticle.aspx?id=116597>. [Dernière consultation : juin 2012]

JANE'S GROUP, « Secret Sanya - China's new nuclear naval base revealed », 15 avril 2008. Disponible sur le site de Jane's Information Group :

<http://www.janes.com/products/janes/defence-security-report.aspx?id=1065927913>
[Dernière consultation : avril 2012].

REUTERS, « Research and Markets: Vietnam Defence and Security Report Q1 2012 - The Government Indicated In November That It Would Increase The 2012 Defence Budget By Around 25% », 19 mars 2012. Disponible sur le site de Reuters :
<http://www.reuters.com/article/2012/03/19/idUS64095+19-Mar-2012+BW20120319>.
[Dernière consultation : juin 2012].

WEISGERBER (Marcus), « Vietnam Wants to Buy Lethal Weapons From U.S. », in *Defense News*, 4 juin 2012. Disponible sur le site de *Defense News* :
<http://www.defensenews.com/article/20120604/DEFREG03/306040002/Vietnam-Wants-Buy-Lethal-Weapons-From-U-S->. [Dernière consultation : juin 2012].

Sites Internet officiels :

ASEAN : <http://www.aseansec.org/>

Département de la défense américain: <http://www.defense.gov/>

Ministère de la Défense nationale de la République populaire de Chine : <http://www.gov.cn/>

Ministère des affaires étrangères vietnamien : <http://www.mofa.gov.vn/>

Sites internet :

Affaires Stratégiques (site d'informations de l'IRIS) : <http://www.affaires-strategiques.info/>

Business Insider : <http://www.businessinsider.com/>

China.org : <http://french.china.org.cn/>

CSIS (Center for Strategic and International Studies) <http://csis.org/>

FAS (Federation of American Scientists): <http://www.fas.org/>

JANE'S : <http://www.janes.com/>

Le Courrier du Vietnam : <http://lecourrier.vnanet.vn/>

Le Monde : <http://www.LeMonde.fr/>

MERLN (Military Education Research Library Network) : <http://merln.ndu.edu/>

Reuters : <http://www.reuters.com/>

SIPRI (Stockholm International Peace Research Institute) : <http://www.sipri.org/>

SSI (Strategic Studies Institute) : <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/>

Université de Singapour : <http://www.nus.edu.sg/>

Vietnam Plus : <http://fr.vietnamplus.vn/>

Xinhua : <http://www.xinhua.net.com/>